

La réforme de la protection juridique



**Conseil
National**
des Barreaux



LA REFORME DE LA PROTECTION JURIDIQUE

Notes

La loi n° 2007-210 du 19 février 2007 portant réforme de l'assurance de protection juridique a été publiée au Journal Officiel le 21 février 2007.

Elle est d'application immédiate aux polices d'assurances de protection juridique lorsque la déclaration de sinistre est postérieure au 19 février 2007. La loi a en effet pour but de mettre fin à des pratiques et des clauses jugées abusives. Or, en matière d'assurance, la Cour de cassation a admis l'application immédiate d'une réglementation comportant, par exemple, des clauses types impératives (voir l'article de Monsieur le Professeur Christophe JAMIN, Dalloz 2007 n° 9, pages 565 et 566).

Cette loi doit permettre un nouveau développement de la protection juridique en donnant un meilleur accès au droit à nos concitoyens.

Les principes du libre choix de l'avocat et de la liberté de l'honoraire sont réaffirmés.

Le présent document a pour objet de donner les principales informations dont vous avez besoin lorsque vous recevez un client susceptible de bénéficier d'un contrat d'assurance protection juridique.

A l'ouverture d'un nouveau dossier, il convient d'interroger le client pour savoir s'il bénéficie ou non d'un contrat de protection juridique et d'attirer son attention sur le fait que cette garantie peut figurer par inclusion dans différentes polices (assurance habitation, assurance automobile, cartes de crédit, complémentaire santé ...).

Il conviendra d'expliquer au client l'intérêt de la protection juridique par rapport à la prise en charge des coûts, étant rappelé que tout ou partie des honoraires d'avocat seront pris en charge par la compagnie d'assurance, ainsi que les frais d'huissier et d'avoué et, éventuellement, les honoraires de l'expert désigné.

I) La phase pré-contentieuse

Le premier conseil qui devra être donné au client titulaire d'un contrat de protection juridique est de déclarer son sinistre immédiatement. Il faudra alors demander au client communication dudit contrat et de la déclaration de sinistre.

Le nouvel article L 127-2-1 du Code des assurances définit le sinistre en assurance de protection juridique comme « *le refus qui est opposé à une réclamation dont l'assuré est l'auteur ou le destinataire* ».

Il est préférable pour l'avocat de n'accomplir aucun acte avant la déclaration de sinistre. En effet, si ces actes n'entraînent pas déchéance de garantie, ils ne seront en revanche pas pris en charge, **sauf urgence** (par ex. interruption d'une prescription, constat de preuves qui risquent de disparaître...) (art. L 127-2-2 du Code des assurances).

Par ailleurs, la nouvelle loi **interdit à la compagnie d'assister seule l'assuré lorsque la partie adverse est elle-même assistée d'un avocat** (art. L 127-2-3 du Code des assurances).

Il est ainsi reconnu au client le droit de bénéficier du conseil indépendant d'un avocat dès le stade du pré-contentieux. Il appartiendra à l'ensemble des avocats d'être vigilants au respect par les compagnies d'assurance de cette règle.

La place de l'avocat dans la négociation pré-contentieuse est ainsi reconnue.



2) La liberté de choix de l'avocat et la liberté de l'honoraire

Malgré l'affirmation du principe de la liberté du choix de l'avocat, ce principe était trop souvent détourné par les compagnies d'assurance.

Dorénavant, l'assureur ne peut proposer le nom d'un avocat à l'assuré que **sur demande écrite** de la part de ce dernier, c'est-à-dire que la demande du client doit être nécessairement préalable à toute suggestion de la désignation d'un avocat par la compagnie ou la mutuelle.

Cette liberté de choix de l'avocat va de paire avec la liberté de l'honoraire.

L'article L 127-5-1 du Code des assurances et l'article L 224-5-1 du Code de la mutualité interdisent les **accords d'honoraires entre l'assureur et l'avocat**.

Dans le domaine de la protection juridique, comme dans le droit commun, l'honoraire est désormais fixé librement entre le client et l'avocat.

Attention, en matière de protection juridique, ne pas oublier que **le client de l'avocat est toujours l'assuré** et non la compagnie d'assurance.

Lorsque le client bénéficie d'une assurance de protection juridique, **une convention d'honoraires est désormais obligatoire**, sauf si l'avocat intervient en urgence devant une juridiction (art. 10, alinéa 2 du décret n° 2005-790 du 12 juillet 2005 portant réforme de la déontologie de la profession d'avocat modifié par le décret n° 2007-932 du 15 mai 2007).

(Voir en annexe un modèle de convention d'honoraires).

L'assureur ne peut pas intervenir sur le contenu de cette convention d'honoraires qui n'a pas à lui être communiquée par l'avocat s'agissant d'un document couvert par le secret professionnel.

Toutefois, avant de rédiger la convention d'honoraires, l'avocat devra prendre connaissance des documents contractuels de la compagnie d'assurance afin de vérifier l'étendue de la prise en charge.

L'honoraire fixé par la convention pourra être soit forfaitaire, soit au temps passé.

Il sera aussi parfaitement possible de convenir d'un honoraire de résultat qui sera réglé par le client et qui pourra être remboursé en tout ou partie par la compagnie de protection juridique. L'éthique commande que l'avocat ne réclame cet honoraire de résultat que lorsque le client a effectivement recouvré les sommes qui lui ont été allouées.

Selon le nouvel article L 127-8 du Code des assurances, lorsque la mission de l'avocat aboutira à une décision de Justice, toute somme obtenue en remboursement des frais et des honoraires exposés pour le règlement du litige bénéficie par priorité à l'assuré pour les dépenses restées à sa charge, et, subsidiairement, à l'assureur dans la limite des sommes qu'il a engagées.

Par conséquent, lorsque les honoraires reçus par l'avocat seront supérieurs au barème ou au plafond fixé par la compagnie d'assurance, c'est l'assuré qui bénéficiera prioritairement des sommes qui seront allouées au titre de l'article 700 du Nouveau Code de procédure civile.

3) Assurance de protection juridique et aide juridictionnelle

Cette loi a également introduit dans le texte sur l'aide juridictionnelle le **principe de subsidiarité**. Cela signifie qu'une personne éligible à l'aide juridictionnelle n'en bénéficiera pas si elle est par ailleurs titulaire d'un contrat de protection juridique.

L'avocat doit donc vérifier avec son client avant qu'il ne sollicite l'aide juridictionnelle :

- si un tel contrat existe,
- s'il couvre bien la procédure objet de la demande d'aide juridictionnelle envisagée (cf. exclusions prévues au contrat),
- et si, enfin, ce contrat couvre bien tous les frais habituellement pris en charge par l'aide juridictionnelle (honoraires de l'avocat, mais aussi des autres auxiliaires de justice, frais d'expertise...).

En effet, le texte prend soin de préciser que l'aide de l'Etat n'est pas accordée « *lorsque les frais couverts par cette aide sont pris en charge au titre d'un contrat d'assurance de protection juridique ou d'un système de protection* ».

Un décret non encore paru viendra préciser les modalités pratiques de la mise en œuvre de ce principe.

4) Cumul des contrats de protection juridique

Il est fréquent que l'assuré, parfois sans le savoir, ait contracté plusieurs contrats de protection juridique, souvent par inclusion dans un autre contrat.

L'intérêt de faire le point avec le client sur l'ensemble de ses garanties tient à ce que toutes les assurances souscrites ont vocation à être mobilisées, notamment pour couvrir les honoraires de l'avocat. A ce titre, l'assuré devra procéder à une déclaration de sinistre auprès de chaque compagnie qui l'assure au titre de la protection juridique.

Si le barème ou le plafond prévu par une compagnie ne couvre pas l'intégralité des honoraires de l'avocat, le complément pourra être pris en charge par les autres compagnies auprès desquelles le client aura également souscrit une garantie protection juridique (art. L 121-4 alinéa 4 du Code des assurances).

Voici en quelques lignes les premiers commentaires d'un texte dont on attend encore pour partie le décret d'application (principe de subsidiarité).

Il s'agit là d'un outil d'accès au droit dont les avocats doivent s'emparer en faveur des consommateurs de droit. Le succès de sa mise en œuvre dépend de la vigilance de chaque avocat.

Fait à PARIS, le 6 Juillet 2007

CONVENTION D'HONORAIRES
(Loi n° 2007-210 du 19 février 2007)

Entre les soussignés :

Maître

Ci-après dénommé

l'avocat, d'une part

Et

M. ou Mme

Ci-après dénommé

le client, d'autre part

DISPOSITION SPÉCIFIQUE : CONTRAT DE PROTECTION JURIDIQUE

Il est ici précisé que le client bénéficie d'un contrat de protection juridique souscrit auprès de la ou des Compagnie(s) d'assurance
Police n°
Courtier
Eventuellement 2^{ème} Police n° etc.

Cette convention entre donc dans le champ d'application des articles L 127-1 et suivants du Code des assurances et de l'article 10, alinéa 2 du décret n° 2005-790 du 12 juillet 2005 relatif aux règles de déontologie de la profession d'avocat modifié par le décret n° 2007-932 du 15 mai 2007.

Il a donc été convenu ce qui suit :

L'avocat accepte d'intervenir pour défendre les intérêts du client dans les conditions suivantes :

Définition de la mission : Ex : assignation – défense, etc. (dans telle ou telle matière)

Devant telle juridiction : à préciser (TA, TI, TGI, TC, PRUDHOMMES, JEX, Cour d'Appel, etc.)

I - LA MISSION DE L'AVOCAT

Il s'agira d'une mission de conseil, d'assistance et de représentation.

L'avocat s'engage à procéder à toutes les diligences, à mettre en œuvre tous les moyens de droit et de procédure pour garantir les intérêts du client et lui assurer les meilleures chances de succès.

II - LA DÉTERMINATION DE L'HONORAIRE

En contrepartie de son intervention, l'avocat percevra des honoraires qui seront fixés selon la présente convention :

Base indicative

TAUX HORAIRE DE L'AVOCAT (HORS TAXE)

Maître facture ses diligences à Euros H.T de l'heure.

(taux déterminé selon le type d'affaires et la complexité du dossier et en fonction de l'ancienneté, de la notoriété et des spécialisations de l'avocat)

(il prend en compte le taux de charge du cabinet de l'avocat et la prestation intellectuelle de ce dernier)

Honoraire principal (hors taxes)

Option 1 :

Rémunération au taux horaire de

(recommandation : établissement d'un devis - Art. 10 D. 12 juillet 2005)

Option 2 :

Honoraire forfaitaire sur la base de heures

(Voir annexe 2 - références indicatives en temps passé)

Si, dans le dossier concerné, il s'avère que le temps passé sera finalement supérieur aux heures fixées à l'origine dans le forfait, la présente convention devra alors faire l'objet d'un avenant entre le cabinet et le client.

L'honoraire s'entend hors taxes dont le taux applicable au jour de la facturation sera perçu en sus des honoraires.

Honoraire de résultat (hors taxes) (facultatif)

L'honoraire de résultat sera déterminé par le résultat obtenu ou le montant de la condamnation évitée (prévoir le mode de calcul qui peut être, par exemple, un pourcentage global ou par tranche).

Frais et débours supplémentaires

Frais supplémentaires dans les procédures

* Frais d'huissiers (sommation, commandement, citation, assignation, signification)

* Frais de greffe

* Actes du palais

* Droit de plaidoirie

* Droit d'enregistrement

* Frais de photocopies

* Affranchissement

☐ **Frais de déplacement**

Si le cabinet est amené pour les besoins de la défense à effectuer des déplacements en dehors de la ville où est situé le cabinet, il percevra :

- * Un forfait deeuros par déplacement si c'est dans tel périmètre
- * Sinon une indemnité kilométrique selon barème fiscal
- * En cas de déplacement en avion ou train : il sera remboursé de ses frais sur justificatifs (avion, train, hôtel, restaurant), ainsi qu'un honoraire spécifique au temps passé pour le déplacement.

☐ **Frais d'intervention d'un autre avocat**

- * Postulation selon le tarif
- * Honoraires de l'avocat correspondant.

III - MODALITES DE RÈGLEMENT

L'honoraire principal et les frais seront réglés, au fur et à mesure, dans les 15 jours de la réception de la facture.

L'honoraire de résultat ne sera réglé qu'en présence d'une décision ou d'une transaction à caractère définitif.

A l'issue de la procédure, le client recevra une facture récapitulative détaillée.

Tout règlement des honoraires et des frais par prélèvements sur des sommes consignées à la Caisse des Règlements Pécuniaires des Avocats (CARPA) ne pourra s'effectuer qu'après obtention d'une autorisation écrite préalable du client, conformément aux dispositions prévues aux articles 236 et suivants du décret du 27 novembre 1991.

S'agissant d'une convention d'honoraires rentrant dans le champ d'application de la loi du 19 février 2007 portant réforme de l'assurance de protection juridique, l'avocat pourra :

- soit adresser sa facture directement à son client qui se fera rembourser par la compagnie d'assurance dans la limite de la garantie de celle-ci ;
- soit adresser avec l'accord de son client ses notes d'honoraires à la compagnie d'assurance dans la limite de la garantie de celle-ci.

Dans tous les cas, si les honoraires dépassent le plafond garanti par la police, l'avocat sera réglé directement par son client.

Important :

Lorsque la mission de l'avocat aboutira à une décision de justice, toute somme obtenue en remboursement des frais et des honoraires exposés pour le règlement du litige bénéficiera par priorité à l'assuré pour les dépenses restées à sa charge, et, subsidiairement, à l'assureur dans la limite des sommes qu'il a engagées conformément aux dispositions impératives du Code des assurances (Article L 127-8).

IV - RUPTURE DE LA CONVENTION

En cas de rupture de la présente convention, pour quelque cause que ce soit, les parties conviennent d'ores et déjà de renoncer au caractère forfaitaire des honoraires qui seront calculés exclusivement sur la base horaire au taux figurant ci-dessus.

Les litiges éventuels seront réglés selon les dispositions des articles 174 et suivants du décret du 27 novembre 1991 figurant en annexe.

FAIT A

LE

LE CABINET D'AVOCAT

LE CLIENT

Annexe 1

DISPOSITIONS GÉNÉRALES COMMUNES

Honoraires – émoluments – débours – mode de paiement des honoraires

(Art. 10 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 modifiée portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques ; art. 10, 11 et 12 du décret n° 2005-790 du 12 juillet 2005 relatif aux règles de déontologie de la profession d'avocat)

Article II du Règlement Intérieur National de la profession d'avocat

Détermination des honoraires

11.1 A défaut de convention entre l'avocat et son client, les honoraires sont fixés selon les usages, en fonction de la situation de fortune du client, de la difficulté de l'affaire, des frais exposés par l'avocat, de la notoriété et des diligences de celui-ci. L'avocat chargé d'un dossier peut demander des honoraires à son client même si ce dossier lui est retiré avant sa conclusion, dans la mesure du travail accompli.

Information du client

11.2 L'avocat informe son client, dès sa saisine, puis de manière régulière, des modalités de détermination des honoraires et de l'évolution prévisible de leur montant. Le cas échéant, ces informations figurent dans la convention d'honoraires.

Eléments de la rémunération

La rémunération de l'avocat est fonction, notamment, de chacun des éléments suivants conformément aux usages :

- le temps consacré à l'affaire,
- le travail de recherche,
- la nature et la difficulté de l'affaire,
- l'importance des intérêts en cause,
- l'incidence des frais et charges du cabinet auquel il appartient,
- sa notoriété, ses titres, son ancienneté, son expérience et la spécialisation dont il est titulaire,
- les avantages et le résultat obtenus au profit du client par son travail, ainsi que le service rendu à celui-ci,
- la situation de fortune du client.

11.3 Modes de détermination des honoraires

Modes autorisés

Des honoraires forfaitaires peuvent être convenus. L'avocat peut recevoir d'un client des honoraires de manière périodique, y compris sous forme forfaitaire.

Modes prohibés

Il est interdit à l'avocat de fixer ses honoraires par un pacte de *quota litis*.

Le pacte de *quota litis* est une convention passée entre l'avocat et son client avant décision judiciaire définitive, qui fixe exclusivement l'intégralité de ses honoraires en fonction du résultat judiciaire de l'affaire, que ces honoraires consistent en une somme d'argent ou en tout autre bien ou valeur.

L'avocat ne peut percevoir d'honoraires que de son client ou d'un mandataire de celui-ci.

La rémunération d'apports d'affaires est interdite.

Provision sur frais et honoraires

11.4 L'avocat qui accepte la charge d'un dossier peut demander à son client le versement préalable d'une provision à valoir sur ses frais et honoraires.

Cette provision ne peut aller au-delà d'une estimation raisonnable des honoraires et des débours probables entraînés par le dossier.

A défaut de paiement de la provision demandée, l'avocat peut renoncer à s'occuper de l'affaire ou s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 13 du décret du 12 juillet 2005. Il fournit à son client toute information nécessaire à cet effet.

11.5 Partage d'honoraires

Avocat correspondant

L'avocat qui, ne se bornant pas à mettre en relation un client avec un autre avocat, confie un dossier à un confrère ou le consulte, est personnellement tenu au paiement des honoraires, frais et débours dus à ce confrère correspondant, au titre des prestations accomplies à sa demande par celui-ci. Les avocats concernés peuvent néanmoins, dès l'origine et par écrit, convenir du contraire. En outre, le premier avocat peut, à tout instant, limiter, par écrit, son engagement au montant des sommes dues, au jour où il exclut sa responsabilité pour l'avenir.

Sauf stipulation contraire, les dispositions de l'alinéa ci-dessus s'appliquent dans les rapports entre un avocat et tout autre correspondant qui est consulté ou auquel est confiée une mission.

Rédaction conjointe d'actes

En matière de rédaction d'actes et lorsqu'un acte est établi conjointement par plusieurs avocats, la prestation de conseil et d'assistance de chaque intervenant ne peut être rétribuée que par le client ou par un tiers agissant d'ordre ou pour le compte de celui-ci.

Dans le cas où il est d'usage que les honoraires de rédaction soient à la charge exclusive de l'une des parties et à la condition que l'acte le stipule expressément, les honoraires doivent être, à défaut de convention contraire, partagés par parts égales entre les avocats ayant participé conjointement à la rédaction.

Partage d'honoraires prohibé

Il est interdit à l'avocat de partager un honoraire quelle qu'en soit la forme avec des personnes physiques ou morales qui ne sont pas avocats.

Modes de règlement des honoraires

11.6 Les honoraires sont payés dans les conditions prévues par la loi et les règlements, notamment en espèces, par chèque, par virement, par billet à ordre et par carte bancaire.

L'avocat peut recevoir un paiement par lettre de change dès lors que celle-ci est acceptée par le tiré, client de l'avocat.

L'endossement ne peut être fait qu'au profit de la banque de l'avocat, aux seules fins d'encaissement.

L'avocat porteur d'une lettre de change impayée peut agir devant le Tribunal de Commerce. Toutefois, en cas de contestation de la créance d'honoraires, il devra saisir son bâtonnier aux fins de taxation et solliciter le sursis à statuer devant la juridiction commerciale.

Compte détaillé définitif

11.7 L'avocat détient à tout moment, par dossier, une comptabilité précise et distincte des honoraires et de toute somme qu'il a pu recevoir et de l'affectation qui leur a été donnée, sauf en cas de forfait global.

Avant tout règlement définitif, l'avocat remet à son client un compte détaillé. Ce compte fait ressortir distinctement les frais et déboursés, les émoluments tarifés et les honoraires. Il porte mention des sommes précédemment reçues à titre de provision ou à tout autre titre.

Un compte établi selon les modalités prévues à l'alinéa précédent est également délivré par l'avocat à la demande de son client ou du bâtonnier, ou lorsqu'il en est requis par le président du tribunal de grande instance ou le premier président de la cour d'appel, saisis d'une contestation en matière d'honoraires ou débours ou en matière de taxe.

L'honoraire dans le décret déontologie

Art. 10, 11 et 12 du décret n° 2005-790 du 12 juillet 2005 relatif aux règles de déontologie de la profession d'avocat

Art. 10 – A défaut de convention entre l'avocat et son client, les honoraires sont fixés selon les usages, en fonction de la situation de fortune du client, de la difficulté de l'affaire, des frais exposés par l'avocat, de la notoriété et des diligences de celui-ci. L'avocat chargé d'un dossier peut demander des honoraires à son client même si ce dossier lui est retiré avant sa conclusion, dans la mesure du travail accompli.

L'avocat informe son client, dès sa saisine, puis de manière régulière, des modalités de détermination des honoraires et de l'évolution prévisible de leur montant. Le cas échéant, ces informations figurent dans la convention d'honoraires. Sauf si l'avocat intervient en urgence devant une juridiction, une telle convention est obligatoire lorsque l'avocat est rémunéré, en tout ou partie, au titre d'un contrat d'assurance de protection juridique.

Des honoraires forfaitaires peuvent être convenus. L'avocat peut recevoir d'un client des honoraires de manière périodique, y compris sous forme forfaitaire.

La rémunération d'apports d'affaires est interdite.

Art. 11 – L'avocat qui accepte la charge d'un dossier peut demander à son client le versement préalable d'une provision à valoir sur ses frais et honoraires.

Cette provision ne peut aller au-delà d'une estimation raisonnable des honoraires et des débours probables entraînés par le dossier.

A défaut de paiement de la provision demandée, l'avocat peut renoncer à s'occuper de l'affaire ou s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 13. Il fournit à son client toute information nécessaire à cet effet.

Art. 12 – L'avocat détient à tout moment, par dossier, une comptabilité précise et distincte des honoraires et de toute somme qu'il a pu recevoir et de l'affectation qui leur a été donnée, sauf en cas de forfait global.

Avant tout règlement définitif, l'avocat remet à son client un compte détaillé. Ce compte fait ressortir distinctement les frais et déboursés, les émoluments tarifés et les honoraires. Il porte mention des sommes précédemment reçues à titre de provision ou à tout autre titre.

Un compte établi selon les modalités prévues à l'alinéa précédent est également délivré par l'avocat à la demande de son client ou du bâtonnier, ou lorsqu'il en est requis par le président du tribunal de grande instance ou le premier président de la cour d'appel, saisis d'une contestation en matière d'honoraires ou débours ou en matière de taxe.

Contestations en matière d'honoraires et débours

Art. 174 et suivants du décret n° 91-1197 du 27 novembre 1991 modifié organisant la profession d'avocat

Art. 174 - Les contestations concernant le montant et le recouvrement des honoraires des avocats ne peuvent être réglées qu'en recourant à la procédure prévue aux articles suivants.

Art. 175 – (Mod. par décret n° 2007-932 du 15 mai 2007, art. 2) Les réclamations sont soumises au bâtonnier par toutes parties par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou remise contre récépissé. Le bâtonnier accuse réception de la réclamation et informe l'intéressé que, faute de décision dans le délai de quatre mois, il lui appartiendra de saisir le premier président de la cour d'appel dans le délai d'un mois.

L'avocat peut de même saisir le bâtonnier de toute difficulté.

Le bâtonnier, ou le rapporteur qu'il désigne, recueille préalablement les observations de l'avocat et de la partie. Il prend sa décision dans les quatre mois. Cette décision est notifiée, dans les quinze jours de sa date, à l'avocat et à la partie, par le secrétaire de l'ordre, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. La lettre de notification mentionne, à peine de nullité, le délai et les modalités du recours.

Le délai de quatre mois prévu au troisième alinéa peut être prorogé dans la limite de quatre mois par décision motivée du bâtonnier. Cette décision est notifiée aux parties, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, dans les conditions prévues au premier alinéa.

Art. 176 - La décision du bâtonnier est susceptible de recours devant le premier président de la cour d'appel, qui est saisi par l'avocat ou la partie, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Le délai de recours est d'un mois.

Lorsque le bâtonnier n'a pas pris de décision dans les délais prévus à l'article 175, le premier président doit être saisi dans le mois qui suit.

Art. 177 – L'avocat et la partie sont convoqués, au moins huit jours à l'avance, par le greffier en chef, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Le premier président les entend contradictoirement. Il peut, à tout moment, renvoyer l'affaire à la cour, qui procède dans les mêmes formes.

L'ordonnance ou l'arrêt est notifié par le greffier en chef par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Art. 178 – Lorsque la décision prise par le bâtonnier n'a pas été déférée au premier président de la cour d'appel, elle peut être rendue exécutoire par ordonnance du président du tribunal de grande instance à la requête, soit de l'avocat, soit de la partie.

Art. 179 – Lorsque la contestation est relative aux honoraires du bâtonnier, celle-ci est portée devant le président du tribunal de grande instance.

Le président est saisi et statue dans les conditions prévues aux articles 175 et 176.

Dispositions du Code des assurances

Art. L 127-2-1 - Est considéré comme sinistre, au sens du présent chapitre, le refus qui est opposé à une réclamation dont l'assuré est l'auteur ou le destinataire.

Art. L 127-2-2 - Les consultations ou les actes de procédure réalisés avant la déclaration du sinistre ne peuvent justifier la déchéance de la garantie. Toute clause contraire est réputée non écrite. Cependant, ces consultations et ces actes ne sont pas pris en charge par l'assureur, sauf si l'assuré peut justifier d'une urgence à les avoir demandés.

Art. L 127-2-3 - L'assuré doit être assisté ou représenté par un avocat lorsque son assureur ou lui-même est informé de ce que la partie adverse est défendue dans les mêmes conditions.

Art. L 127-3 - Tout contrat d'assurance de protection juridique stipule explicitement que, lorsqu'il est fait appel à un avocat ou à toute autre personne qualifiée par la législation ou la réglementation en vigueur pour défendre, représenter ou servir les intérêts de l'assuré, dans les circonstances prévues à l'article L. 127-1, l'assuré a la liberté de le choisir.

Le contrat stipule également que l'assuré a la liberté de choisir un avocat ou, s'il le préfère, une personne qualifiée pour l'assister, chaque fois que survient un conflit d'intérêt entre lui-même et l'assureur.

Aucune clause du contrat ne doit porter atteinte, dans les limites de la garantie, au libre choix ouvert à l'assuré par les deux alinéas précédents.

L'assureur ne peut proposer le nom d'un avocat à l'assuré sans demande écrite de sa part.

Art. L 127-4 - Le contrat stipule qu'en cas de désaccord entre l'assureur et l'assuré au sujet de mesures à prendre pour régler un différend, cette difficulté peut être soumise à l'appréciation d'une tierce personne désignée d'un commun accord par les parties ou, à défaut, par le président du tribunal de grande instance statuant en la forme des référés. Les frais exposés pour la mise en oeuvre de cette faculté sont à la charge de l'assureur. Toutefois, le président du tribunal de grande instance, statuant en la forme des référés, peut en décider autrement lorsque l'assuré a mis en oeuvre cette faculté dans des conditions abusives.

Si l'assuré a engagé à ses frais une procédure contentieuse et obtient une solution plus favorable que celle qui lui avait été proposée par l'assureur ou par la tierce personne mentionnée à l'alinéa précédent, l'assureur l'indemnise des frais exposés pour l'exercice de cette action, dans la limite du montant de la garantie.

Lorsque la procédure visée au premier alinéa de cet article est mise en oeuvre, le délai de recours contentieux est suspendu pour toutes les instances juridictionnelles qui sont couvertes par la garantie d'assurance et que l'assuré est susceptible d'engager en demande, jusqu'à ce que la tierce personne chargée de proposer une solution en ait fait connaître la teneur.

Art. L 127-5 - En cas de conflit d'intérêt entre l'assureur et l'assuré ou de désaccord quant au règlement du litige, l'assureur de protection juridique informe l'assuré du droit mentionné à l'article L. 127-3 et de la possibilité de recourir à la procédure mentionnée à l'article L. 127-4.

Art. L 127-5-1 - Les honoraires de l'avocat sont déterminés entre ce dernier et son client, sans pouvoir faire l'objet d'un accord avec l'assureur de protection juridique.

Art. L 127-6 - Les dispositions du présent chapitre ne s'appliquent pas :

1° A l'assurance de protection juridique lorsque celle-ci concerne des litiges ou des risques qui résultent de l'utilisation de navires de mer ou sont en rapport avec cette utilisation ;

2° A l'activité de l'assureur de responsabilité civile pour la défense ou la représentation de son assuré dans toute procédure judiciaire ou administrative, lorsqu'elle s'exerce en même temps dans l'intérêt de l'assureur.

Art. L 127-7 - Les personnes qui ont à connaître des informations données par l'assuré pour les besoins de sa cause, dans le cadre d'un contrat d'assurance de protection juridique, sont tenues au secret professionnel, dans les conditions et sous les peines fixées par l'article 226-13 du code pénal.

Art. L 127-8 - Le contrat d'assurance de protection juridique stipule que toute somme obtenue en remboursement des frais et des honoraires exposés pour le règlement du litige bénéficie par priorité à l'assuré pour les dépenses restées à sa charge et, subsidiairement, à l'assureur, dans la limite des sommes qu'il a engagées.

Annexe 2

REFERENCES INDICATIVES

A USAGE DES AVOCATS RÉDACTEURS DE LA CONVENTION

Ce document qui n'a qu'une valeur parfaitement indicative est destinée à permettre aux avocats d'établir soit le **devis (s'il s'agit d'un honoraire calculé à l'heure)** soit le **forfait**, dans un souci de transparence vis à vis du client.

Il s'agit de temps moyens standard qui ne prennent pas en compte ni la complexité de certains dossiers, ni la multiplicité des audiences de procédure, ni le temps d'attente aux audiences, ni les temps de déplacement.

Il ne concerne que l'activité judiciaire et ce qui y est lié.

En revanche, il ne fixe en aucun cas le montant du taux horaire à l'entière appréciation de l'avocat. (taux horaire tenant compte du taux de charge du cabinet de l'avocat et de sa prestation intellectuelle).

Il ne constitue pas un tarif.

Si l'on prend un exemple de **prestations facturables** transformées en temps :

- la consultation préalable : de 1 à 2 heures
- la consultation écrite : de 2 à 4 heures
- l'ouverture du dossier : 1 heure
- le rendez vous : de 1 heure à 4 heures
- le rendez vous extérieur : de 2 heures à 6 heures
- conclusions : de 1 heure à 6 heures
- audience de procédure : de 1 heure à 3 heures
- plaidoiries : de 1 heure à 5 heures
- incident de procédure : de 3 heures à 6 heures
- assistance à expertise : de 3 heures à 6 heures
- autre mesure d'instruction : de 2 heures à 4 heures
- réouverture des débats : 2 heures
- requête : 2 heures
(omission de statuer, rectification erreur matérielle, interprétation)
- jugement de partage de voix : 3 heures
- médiation judiciaire : 2 heures
- autre : de 1 heure à 3 heures

(On peut décliner à l'infini tout en s'orientant vers la transparence de l'honoraire tant vis-à-vis des clients institutionnels que vis-à-vis des magistrats lors de la détermination de l'article 700 NCPC)

